



MUSÉE DU QUAI BRANLY
JACQUES CHIRAC

Etablissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac
222, rue de l'Université CS60851
75281 PARIS

DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES :

LE 21 mai 2024 à 12h00

**ACCORD-CADRE RELATIF A DES PRESTATIONS
GRAPHIQUES (CREATION GRAPHIQUE ET EXECUTION
GRAPHIQUE) POUR LA COMMUNICATION
PUBLICITAIRE, LA COMMUNICATION
INSTITUTIONNELLE ET LES DOCUMENTS DE MEDIATION
ET D'INFORMATION DU PUBLIC DU MUSEE DU QUAI
BRANLY – JACQUES CHIRAC**

REGLEMENT DE CONSULTATION

PHASE CANDIDATURE

N° 2024-MQB-00391-AC-00-00

APPEL D'OFFRES RESTREINT

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

SOMMAIRE

1.	COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DE LA PHASE CANDIDATURE	3
2.	OBJET DE LA CONSULTATION	4
3.	CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE.....	4
4.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
5.	INFORMATIONS RELATIVES A LA CANDIDATURE.....	7
6.	INFORMATIONS RELATIVES A LA PHASE OFFRES.....	10
7.	MODALITES DE REPONSE	12
8.	MODE DE REGLEMENT	13
9.	DIVERSITE – EGALITE DANS LES MARCHES PUBLICS	14
10.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	14
11.	PROCEDURES DE RECOURS	15
12.	REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE.....	15

1. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DE LA PHASE CANDIDATURE

Le dossier de consultation de la phase candidature se compose des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (pour la phase candidature) et son annexe unique « e-attestations » en fin de document.
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - o Annexe 1 : La présentation du musée ;
 - o Annexe 2 : la charte graphique ;
 - o Annexe 3 : la cartographie des documents ;
 - o Annexe 4 : la brochure institutionnelle ;
 - o Annexe 5 : l'argumentaire visuel concept de l'exposition Bollywood Superstars ;
 - o Annexe 6 : le rapport d'activité 2022
(https://www.quaibranly.fr/fileadmin/user_upload/1-Edito/6-Footer/8-Missions-et-fonctionnement/Rapports-activites/RA-MQBJC-2022_compressed.pdf)
 - o Annexe 7 : Brochure de saison 2023-2024 :
https://www.quaibranly.fr/fileadmin/user_upload/1-Edito/1-Informations-pratiques/1-Horaires-acces-tarifs/PDF-a-telecharger/Brochure_Saison_23-24.pdf
- A titre informatif, le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE) en version PDF (qui serviront en phase offres)

Le présent règlement de la consultation ne concerne que la phase de sélection des candidatures de l'appel d'offres restreint (phase 1).

2. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations graphiques (création graphique et exécution graphique) pour la communication publicitaire, la communication institutionnelle et les documents de médiation, d'information du public et autres supports du musée du quai Branly – Jacques Chirac dans le cadre de la charte graphique du musée.

Il est à noter que cet accord-cadre ne comprend pas des prestations relatives à la refonte du logo principal du musée.

3. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre est non-alloté et s'exécute par bons de commande.

3.2 Montants et forme du prix

L'accord cadre est conclu à prix unitaires uniquement, par référence au bordereau de prix unitaires (annexe 1 de l'acte d'engagement) et exécuté par bons de commande au sens des articles R.2162-2 et suivants du Code de la commande publique, sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 400 000 € HT sur toute sa durée, reconductions comprises.

A titre indicatif, le montant estimatif des consommations est de 332 000 € HT par an (estimation non contractuelle).

3.3 Nombre d'attributaires de l'accord-cadre

L'accord-cadre sera conclu avec 1 seul attributaire.

Le musée conclut l'accord-cadre avec le candidat ayant obtenu la meilleure note globale à l'issue de la phase d'analyse des offres (phase 2).

3.4 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet au plus tôt le 8 novembre 2024 (ou à la date de notification du présent accord-cadre si cette dernière intervenait après cette date) pour une durée initiale de douze (12) mois à compter de sa date d'entrée en vigueur. Il pourra être reconduit tacitement, par la personne publique, jusqu'à deux (2) fois pour la même durée (12 mois).

Le cas échéant, la personne publique prendra par écrit la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre trois (3) mois au moins avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre au titulaire. En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

Les bons de commandes émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre peuvent s'exécuter au-delà, jusqu'à admission des prestations faisant l'objet du bon de commande dans une limite de trois (3) mois.

4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée selon une procédure d'appel d'offre restreinte, en application des articles L.2124-2 et R2124-2 2° du Code de la commande publique.

Code CPV	79822500-7 : Services de conception graphique
----------	---

La procédure choisie comprend deux phases : une phase de sélection des candidatures (phase 1) et une phase de sélection des offres (phase 2).

- La phase 1 est consacrée à la sélection des candidatures sur des critères objectifs, définis à l'article 5.2 du présent règlement de consultation (RC). A ce stade, l'avis d'appel public à la concurrence et le présent RC indiquent les documents à fournir (article 5.1 du RC). Ces éléments fournis permettent la sélection des candidatures et la désignation des candidats admis à présenter une offre pour la phase 2 (sélection des offres).
- La phase 2 concerne les entreprises sélectionnées à l'issue de la phase 1, invitées à présenter une offre sur la base du dossier de consultation (DCE). A titre informatif, les conditions et les critères de la phase 2 sont détaillés à l'article 6 du présent RC « Informations sur la phase de sélection des offres ».

Les candidats admis à présenter une offre devront fournir notamment un mémoire technique et des échantillons, dans les conditions fixées au règlement de la consultation de la seconde phase.

4.2 Limitation du nombre de candidats admis à présenter une offre

Le nombre minimal de candidats admis à présenter une offre en phase de sélection des offres (phase 2) est **de cinq (5) et le nombre maximal est de six (6) candidats**. Conformément à l'article R2142-18 du Code de la commande publique, lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux conditions de participation est inférieur au nombre minimal, le pouvoir adjudicateur peut poursuivre la procédure avec la procédure avec le ou les candidats les mieux classés à l'issue de l'analyse des candidatures.

4.3 Renseignements complémentaires en cours de consultation

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, par écrit, une demande **au plus tard le 13 mai 2024 (huit (8) jours avant la date limite de remise des candidatures) sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE)** <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Seule la date de réception sur la plateforme PLACE fait foi. Aucune demande ne sera prise en compte au-delà de cette date. Aucun renseignement complémentaire ne peut être obtenu par téléphone.

Les candidats ayant retiré le DCE durant la consultation seront informés de la réponse à la question via la messagerie sécurisée de PLACE (sauf ceux ayant retiré le dossier de façon anonyme). Il incombe aux candidats de prendre connaissance de ces réponses. Aucune réclamation à ce sujet ne sera évaluée.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de la nouvelle date limite de remise des offres.

4.4 Modification de détails du dossier de consultation

L'établissement public du musée du quai Branly- Jacques Chirac se réserve le droit d'apporter, au plus tard **six (6) jours** avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, comprenant les réponses aux questions des candidats en cours de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié et/ou complété, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.5 Variantes ou prestations supplémentaires éventuelles

Les variantes ne sont pas autorisées.

L'accord-cadre ne contient pas de prestation supplémentaire éventuelle.

4.6 Nature de l'attributaire et groupement d'entreprises

Conformément à l'article R2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements. Cependant, un candidat individuel peut être membre de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R2142-23 du Code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

Le cas échéant, la forme juridique du groupement choisie pourra être le groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. En application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique, le groupement pourra être conjoint à la condition que les membres du groupement s'engagent à exécuter les prestations détaillées et précisées dans l'accord-cadre et que le mandataire du groupement soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

4.7 Monnaie

La personne publique choisit comme unité de compte l'euro. Tous les montants figurant dans l'offre doivent être libellés dans cette monnaie. Le candidat doit présenter une offre libellée en euros. Si son offre est retenue, la mise au point finale de l'accord-cadre s'effectuera en euros.

4.8 Langue

Les offres des candidats, ainsi que les documents de présentation associés, seront entièrement rédigées en langue française sous peine de rejet.

4.9 Habilitation du signataire

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat. À cet effet, il doit être présenté dans l'offre du candidat les justificatifs adéquats certifiant qu'il est autorisé à signer l'ensemble des documents de l'offre.

5. INFORMATIONS RELATIVES A LA CANDIDATURE

5.1 Composition du dossier de candidature

Le dossier de candidature doit permettre de garantir les capacités techniques, professionnelles et financières du candidat ainsi que de dégager cinq (5) à six (6) candidats admis à présenter une offre en phase 2 de la procédure. Ainsi, il est attendu :

A. **Une lettre de candidature** contenant a minima :

- L'objet de la consultation ;
- La présentation du candidat et le cas échéant de ses éventuels cotraitants ; En cas de groupement, les membres du groupement désignent et habilitent le mandataire.
- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre dans aucun cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique ;

Le candidat est libre de transmettre ces informations dans un document libre ou en utilisant le formulaire DC1 (ou le DUME).

En tout état de cause, **ce document doit être signé par le candidat et tous les membres du groupement, le cas échéant.**

B. **Une déclaration du candidat et le cas échéant des éventuels cotraitants et/ou sous-traitants**, contenant a minima :

- Une déclaration comprenant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité de l'accord-cadre, portant sur les trois (3) dernières années ;

Le candidat est libre de transmettre ces informations dans un document libre ou en utilisant le formulaire DC2 (ou le DUME).

Le cas échéant, chaque membre du groupement et/ou chaque sous-traitant doit transmettre l'ensemble de ces informations dans le dossier de candidature.

C. En cas de sous-traitance déclarée dès la remise des candidatures, une demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant (formulaire DC4).

Les formulaires DC1, DC2, DC4 ou DUME sont téléchargeables via le lien suivant : [Les formulaires de déclaration du candidat | economie.gouv.fr](https://economie.gouv.fr/formulaires-declaration-du-candidat)

- D. **Au titre des capacités professionnelles, un mémoire technique composé de 3 références maximum**, portant sur des projets réalisés sur la période 2020-2024, exclusivement relatifs à des prestations de conception graphique de visuels de communication et supports de communications similaires à ceux attendus au présent accord-cadre pour des acteurs culturels.

Ce mémoire technique inclura :

1. Référence n°1 : Campagne de communication de promotion d'une offre culturelle

- Des exemples de création originale, réalisés pour un même client et pour différents clients. Le candidat pourra s'il le souhaite présenter pour une même commande, la proposition retenue par le client ainsi que les autres propositions non retenues.
- Des exemples de déclinaison de projets de création graphique originale similaires à ceux attendus au présent accord-cadre (affichage, presse, digital, dépliant, ...)

Pour chaque exemple présenté, le candidat indiquera l'objet et l'objectif de la campagne et décrira les problématiques et enjeux de communication auxquels il a été confronté et comment les a-t-il résolus dans son expression graphique.

2. Référence n°2 : Edition

- Des exemples de création originale et de déclinaison de projets d'édition récurrents (brochure de saison, rapport d'activité, ...) similaires à ceux attendus au présent accord-cadre.

3. Référence n°3 : Supports d'information et de médiation

- Des exemples de création originale et de déclinaison de supports d'information aux publics (dépliant de visite, programme, plan d'orientation, ...) similaires à ceux attendus au présent accord-cadre.

Toutes références confondues, les exemples de création originale et de déclinaison présentés devront permettre d'identifier la capacité du candidat à :

- Concevoir un visuel de communication clair, lisible et attrayant ;
- Décliner un visuel de communication selon les supports et les objectifs de communication ;
- Renouveler sa prise de parole pour un même client et une même commande.

Pour l'ensemble des exemples présentés, le candidat précisera le nom du client, les dates de réalisation des projets et les dates de campagne de communication ou de diffusion.

- E. **Au titre des capacités techniques, un dossier comprenant :**

- Les effectifs permanents pour 2024 et l'organigramme général du candidat.
- Dans un document type infographie, le candidat présentera la composition et l'organisation de l'équipe dédiée. Le document permettra d'identifier la répartition de l'équipe par « métier » (création versus exécution), par typologie de prestations attendues (visuels de communication, supports d'information et de

médiation, édition, ...) et la capacité du candidat à piloter concomitamment différents projets. Les références, CV et réalisations de l'ensemble de l'équipe dédiée seront inclus.

Le pouvoir adjudicateur estime qu'une équipe dédiée de 3 personnes minimum paraît indispensable à la réalisation des prestations attendues, toutes missions confondues (création/déclinaison, suivi de projets, relation clients, ...) pouvant comprendre cotraitance et/ou sous-traitance. **Le non-respect de cette exigence minimum entraînera le rejet de la candidature.**

5.2 Critères de sélection des candidatures

Pour déterminer les candidats admis à participer à la seconde phase de la procédure (sélection des offres), le pouvoir adjudicateur se fondera sur les critères de sélection pondérés de la façon suivante :

Critère 1 : Capacités professionnelles (notées 70 points/100), appréciées sur la base du mémoire technique de 3 références maximum à remettre selon les modalités et les attendus énoncés à l'article 5.1 D du présent règlement. Dans le cas où les candidats fourniraient plus de références, le musée analysera les 3 premières références présentées dans l'ordre des pièces transmises.

Critère 2 : Capacités technique – Pertinence de l'équipe dédiée (notées 30 points/ 100), appréciées sur la base d'un dossier indiquant les effectifs permanents pour l'année en cours, son organigramme général et la présentation, dans une infographie, de la composition et de l'organisation de l'équipe mise en place par le candidat pour l'exécution des prestations de l'accord-cadre, tel que demandé à l'article 5.2 E du présent règlement.

La somme des notes par candidat donne un total sur 100 points. Les candidats qui bénéficieront des notes les plus élevées à l'issue de l'analyse des candidatures et dans les conditions énoncées à l'article 4.2 du présent règlement, seront invités à présenter une offre pour la phase 2 sur la base du dossier de consultation (DCE) qui leur sera fourni.

Les candidats non retenus à l'issue de cette phase 1 en seront informés par écrit, via la plateforme PLACE.

6. INFORMATIONS RELATIVES A LA PHASE OFFRES

6.1 Mise à disposition de l'intégralité du dossier de consultation de la phase offre après sélection des candidats

Le musée du quai Branly-Jacques Chirac, à l'issue de la phase de sélection des candidatures, mettra à disposition des candidats admis à présenter une offre l'intégralité du dossier de consultation sur la plateforme des achats de l'Etat, accessible sur le site : <https://marchespublics.gouv.fr>

6.2 Déroulement de la phase de sélection des offres

Les candidats sélectionnés pour la phase 2 seront invités par écrit à déposer une offre et à cette fin, recevront l'accès au dossier de consultation des entreprises (DCE) de la phase 2, comprenant notamment le règlement de consultation de la phase 2, l'acte d'engagement et son annexe, le Bordereau des prix unitaires (BPU), le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes.

Lors de la seconde phase de la consultation, les candidats qui seront admis à présenter une offre devront remettre à l'appui de celle-ci, un mémoire technique (méthodologie d'exécution) et trois (3) échantillons.

Les modalités de constitutions des offres, y compris le contenu et les attendus liés aux échantillons, évoqués à l'article 6.3 du présent règlement, seront précisées dans le règlement de la seconde phase.

A l'issue de la date limite de réception des offres de la phase 2, le musée du quai Branly – Jacques Chirac procèdera à l'examen des offres en fonction des critères de sélection définis ci-dessous (article 6.3 du RC) et rappelés au règlement de consultation de la phase 2.

L'accord-cadre sera conclu avec le candidat le mieux classé à la suite de l'analyse des offres (phase 2).

Une prime de 2 000 euros TTC sera attribuée aux candidats/soumissionnaires ayant remis, dans les délais impartis, une offre conforme aux exigences du règlement de consultation de la phase 2 et qui n'auraient pas été retenus à l'issue de l'analyse des offres. Le pouvoir adjudicateur peut refuser l'octroi de cette prime si le dossier remis par le candidat ne le justifie pas.

6.3 Composition de l'offre du soumissionnaire (en phase offres)

L'offre en réponse à la présente consultation devra impérativement contenir les éléments suivants :

- 1- L'acte d'engagement (AE), à compléter, ainsi que ses annexes :
 - Le bordereau de prix unitaires (BPU). Ce document doit obligatoirement contenir l'intégralité des postes selon le modèle joint au DCE. **Aucun autre document ni aucun modèle modifié ne sera accepté ;**
Le détail quantitatif estimatif (DQE) rempli à partir des prix renseignés au BPU n'est pas un document contractuel. Il ne sert que dans le cadre de l'analyse du critère prix.
 - En cas de sous-traitant(s) désigné(s) à l'accord-cadre, le document de demande d'acceptation de sous-traitant (DC4) pour ce dernier ou chacun d'entre eux ; (il s'agit des documents concernant les éventuels sous-traitants présentés en phase 1 candidatures).
- 2- **Le mémoire technique du candidat**, dans lequel il présentera sa méthodologie d'exécution des prestations de la prise de brief à la facturation du projet ainsi que ses outils de pilotage de suivi de projets simultanés.
- 3- **Les échantillons suivants :**

Echantillon n°1 : Campagne de communication de promotion d'une offre culturelle : Une proposition de visuel pour une exposition, imprimée dans un format 40*60 cm sur papier carton plume et ses déclinaisons en format dématérialisé :

- Un carton d'invitation non charté pour un événement de relations publiques du musée en lien avec l'exposition ;
- Une affiche au format Colonnes Morris, une affiche au format couloirs de métro, un insertion presse au format bandeau de une et deux déclinaisons digitales, une bannière site web et une signature mail électronique.

Echantillon n°2 : Edition : Une proposition pour la brochure de saison 2024-2025, incluant la couverture de la brochure, une double page d'ouverture et une double page relative à une exposition.

Echantillon n°3 : Supports d'information et de médiation : Une proposition d'invitation (contremarque) pour le musée, de carte-adhérent et de porte-carte adhérent.

6.4 Critère de jugement des offres

Pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse, le pouvoir adjudicateur se fondera sur les critères d'attribution pondérés de la façon suivante :

Critère n°1 : Prix (noté 30 points/ 100) :

Les prix unitaires inscrit au BPU seront analysés sur la base d'un DQE, selon la formule suivante :

Note du candidat = (Total DQE le moins élevé x 30) / (total DQE du candidat analysé).

Critère n°2 : Valeur technique (noté 70 points/ 100) divisé en sous-critères :

- **Sous-critère 1** (noté 55 points/70) : Qualité des échantillons présentés, appréciée de manière globale au regard de la lisibilité des propositions graphiques, de l'adéquation des propositions graphiques avec le positionnement institutionnel du musée et la charte graphique du musée ainsi que de la qualité artistique des propositions graphiques, originalité et élégance.
- **Sous-critère 2** (noté 15 points/70) : Pertinence de la méthodologie d'exécution des prestations sur la base des éléments du mémoire technique transmis par le soumissionnaire.

La somme des notes financière et technique donne un total sur 100 points par candidat. L'offre qui bénéficiera de la note la plus élevée à l'issue de l'analyse des offres sera retenue.

6.5 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours. Il court à compter de la date limite de remise des offres mentionnée en page de garde du règlement de la consultation la seconde phase.

7. MODALITES DE REPONSE

Les candidatures déposées au format papier ne feront l'objet d'aucune régularisation et seront rejetées.

L'ensemble des documents demandés à l'article 6.2 du présent règlement sera désigné sous le terme générique de « candidature ».

Les candidatures devront parvenir à destination avant la date et heure limites fixées sur la page de garde du présent règlement de consultation.

Conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, la consultation est dématérialisée. Les candidatures doivent être présentées par voie électronique via le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin de s'assurer de la remise de la candidature électronique dans les délais, **il est recommandé aux candidats de prévoir un délai suffisant avant la date et l'heure limites de remise** indiquées en première page du présent règlement. Les candidatures réceptionnées hors-délai ne seront pas ouvertes, même si le téléchargement de la candidature sur la plate-forme a débuté avant la date et l'heure limites de remise.

Lorsqu'un même candidat a procédé au dépôt de plusieurs candidatures dématérialisées sur la plateforme, seule la dernière candidature qui a été déposée sera ouverte par la personne publique en application de l'article R 2151-6 du Code de la commande publique.

Tout téléchargement sur la plateforme crée une nouvelle candidature, **chaque dépôt doit donc contenir l'intégralité des documents** de candidature énoncés aux articles 5.1 du présent document.

Les pièces lorsqu'elles sont signées par voie électronique sont chiffrées et signées par une personne habilitée à engager l'entreprise et disposant d'un certificat de signature électronique valide, sous réserve de sa conformité aux normes du référentiel général d'interopérabilité et au référentiel général de sécurité (certificat RGS). Ce certificat de signature devra répondre aux conditions fixées à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Le candidat qui transmettra sa candidature par voie électronique pourra envoyer une copie de sauvegarde, sur support papier ou sur support physique électronique sous réserve que cette copie parvienne à la personne publique avant la date et heure limite de remise des candidatures, et qu'elle soit placée sous un pli scellé portant la mention « Copie de sauvegarde pour AC-24-00391-Prestations graphiques-NE PAS OUVRIR ».

La copie de sauvegarde sera ouverte par la personne publique dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038318503>

Ils devront être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal, ou remise contre récépissé à l'adresse ci-dessus, durant les plages horaires suivantes : du lundi au vendredi (sauf jours fériés) de 9h00-12h00 / 14h00-16h00.

Les modalités de réponse pour la phase 2 « sélection des offres » seront précisées dans le règlement de consultation spécifique à la phase en question, et en particulier les modalités de remise matérielle de la proposition de visuel pour une exposition (impression 40*60 cm sur papier carton plume) de l'échantillon 1.

8. MODE DE REGLEMENT

L'accord-cadre est financé sur le budget de l'Établissement public du musée du quai Branly-Jacques Chirac. Le paiement des factures/acomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture par l'établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points et de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1er jour de retard.

9. DIVERSITE – EGALITE DANS LES MARCHES PUBLICS

Le ministère de la Culture a obtenu les deux labels « Diversité » et « Égalité ». Le musée du quai Branly-Jacques Chirac est également détenteur du Label « Egalité Hommes/Femmes ». À cet égard, il souhaite sensibiliser et mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables, en leur rappelant les interdictions de soumissionner relatives au non-respect des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes et aux discriminations.

Ainsi, tout opérateur économique peut se porter candidat à l'attribution d'un marché public, à l'exception toutefois des opérateurs économiques placés sous l'effet d'une interdiction de soumissionner en application des articles L2141-1 et suivants du Code de la commande publique.

Par ailleurs, la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes dispose que :

- Ne pourront accéder aux marchés publics les employeurs qui, au 31 décembre précédant la consultation, n'auront pas engagé une négociation sur les objectifs d'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes dans l'entreprise, ainsi que sur les mesures permettant de les atteindre ;
- Sont également exclues de la commande publique les personnes qui ont fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation pénale définitive pour différentes discriminations énoncées à l'article 225-1 du code pénal, complété la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016.

10. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement informatisé destiné à l'attribution du marché public afférent. Le responsable de ce traitement est le musée du quai Branly - Jacques Chirac.

La base légale de ce traitement est sa nécessité à l'exécution des mesures précontractuelles procédant des actes de candidatures des personnes concernées (article 6.1 b du Règlement n°2016/679 du 27 avril 2016, dit Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)). Ces données ne seront pas utilisées à une autre fin que celle-ci. Les destinataires de ces données sont les personnes habilitées chargées de la gestion de marchés publics au sein du musée du quai Branly - Jacques Chirac, les personnes morales de droit privé ou de droit public ou les personnes privées auxquelles sont destinées ces offres (notamment aux fins d'analyse des offres), les organismes publics, exclusivement pour répondre à des obligations légales et le cas échéant, les prestataires ayant vocation à intervenir dans la procédure de passation dudit marché public présentant toutes les garanties requises au respect de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. Ces données seront conservées durant toute la durée nécessaire à la passation du marché public. Elles pourront ensuite faire l'objet d'un archivage sur un support informatique distinct dont l'accès sera restreint et effectué conformément aux délais de prescription légaux applicables aux documents des dossiers de marchés publics. Conformément à la réglementation relative à la protection des données et notamment au RGPD, les candidats bénéficient à tout moment, dans le cadre du présent

traitement, du droit d'accéder aux données à caractère personnel les concernant, du droit à leur rectification ou leur effacement, ou encore d'un droit à la portabilité de leurs données.

Pour exercer un de ces droits ou pour toute question relative au traitement des données, les candidats pourront adresser directement leur demande au délégué à la protection des données, par courrier postal à l'adresse suivante :

Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac
Service juridique et des achats
222, rue de l'Université CS60851- 75281 Paris

ou à l'adresse électronique suivante cnil@quaibranly.fr. S'ils estiment, par ailleurs, après cette prise de contact, que leurs droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme aux règles de protection des données, il leur sera possible d'adresser une réclamation à la CNIL.

11. PROCEDURES DE RECOURS

11.1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de Paris, 7, rue de Jouy, F-75181 Paris cedex 04. Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr - Téléphone : 01 44 59 44 00 Télécopie : 01 44 59 46 46

11.2 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Greffe du Tribunal Administratif de Paris, 7, rue de Jouy, F-75181 Paris cedex 04. Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr - Téléphone : 01 44 59 44 00 Télécopie : 01 44 59 46 46

12. REPRESENTANT DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Monsieur Emmanuel KASARHÉROU, Président de l'établissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac, nommé par décret en date du 16 mai 2023.

À Paris,

Le Président,

Emmanuel KASARHÉROU

ANNEXE UNIQUE AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Pour l'attestation d'assurance et les attestations fiscale et sociale mentionnées au cahier des clauses administratives particulières, **le candidat retenu** devra satisfaire à l'exigence suivante :

Les attestations d'assurance responsabilité civile, fiscale et sociale devront être déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par le musée du quai Branly - Jacques Chirac, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr>

En cas de difficultés dans le dépôt des documents, il est possible de contacter le service juridique et des achats à l'adresse suivante : marches-publics@quaibranly.fr.